

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAÎSSANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Le Devoir des Polonais à l'Etranger

L'unité d'opinion qui s'est manifestée en Pologne d'une façon si grandiose après l'attentat à la nation polonaise commis à Brześć-Litewski, devrait servir d'exemple aux Polonais à l'étranger.

La colonie polonaise à Paris a, hélas, toujours été l'inverse d'une communauté unie. Cet état de choses est un mal non seulement en soi-même, mais aussi parce que l'opinion publique française croit voir dans le tableau que présente ici notre colonie l'image des conditions régnant en Pologne. Toute personne au courant de ce qui se passe dans notre pays se rend toutefois compte que les différends et les petits antagonismes qui font souvent tant de bruit dans certains milieux polonais de Paris, font l'effet, par rapport à la Pologne, de ces miroirs concaves qui déforment les images qu'ils reflètent. Ce que nous voyons aujourd'hui dans les milieux en question est déjà depuis bien longtemps devenu une tradition. Les années passées loin du pays y sont pour beaucoup.

Nous savons qu'aucun apostolat ne pourra écarter ces symptômes. Nous savons, également, que les grandes heures que nous vivons en ce moment n'auront elles-mêmes pas le pouvoir de provoquer un changement à fond dans cette situation. Mais nous voulons croire qu'elles ne resteront pas entièrement sans influence.

Désireux de notre côté d'éviter des polémiques inutiles et partisans de l'entente, nous déclarons cependant que l'union doit avoir pour bases la sincérité et les convictions. Pour poser nettement la question, nous distinguons trois degrés d'union: le plus haut, qui est la collaboration politique et générale dans tous les domaines nationaux; un degré moyen, qui consiste dans la collaboration pour la défense des intérêts nationaux en dehors du domaine strictement politique, et enfin le plus bas, qui se borne à la tolérance.

La condition de la collaboration politique et complète est l'unité des opinions politiques. Pour parler un langage clair, nous pouvons collaborer politiquement avec ceux qui sont partisans d'une action non seulement politique, mais également militaire, aux côtés des Puissances alliées. Si, en dehors de cela, l'individu en question appartient à tel ou tel parti politique, nous n'y attachons aucune importance.

Ceux parmi les Polonais dont les sympathies sont acquises aux Alliés, mais qui adoptent une attitude platonique et sont opposés à une intervention active en faveur de la cause de l'Entente, et à la formation d'une Armée polonaise en France, ceux-là nous rendent impossible la collaboration politique avec eux. Ceci n'exclut nullement la collaboration pour la défense des intérêts nationaux en dehors du domaine politique.

Pour ce qui est d'individualités isolées dont l'indifférence envers l'Entente est si grande qu'ils ne lui témoignent pas même de sympathies platoniques, nous ne pouvons, nous qui sommes sans réserves du côté des Alliés, qui vivons en pleine guerre en pays alliés — collaborer avec eux sur aucun terrain. Nous ne comptons cependant pas entrer en lutte avec eux, ne fût-ce que parce que nous estimons que notre devoir est de consacrer notre temps à une besogne plus utile et plus productive.

Nous adoptons nous-mêmes une attitude de tolérance, mais nous n'en demandons pas pour nous à nos adversaires. Nous estimons seulement que l'intérêt public exige que la lutte soit maintenue par eux dans les limites des questions de faits, évitant les attaques personnelles et les affirmations contraires à la vérité. Si les polémiques dans les milieux polonais de Paris pouvaient être, grâce à l'influence de l'unité qui règne en Pologne, ramenées dans ces cadres, un succès appréciable serait obtenu.

Tout Polonais non pénétré d'idées préconçues et d'ambitions personnelles, mais sincèrement désireux d'agir pour le bien général, a le devoir de consacrer à ce but ses efforts constants et soutenus.

Démenti à une assertion mensongère de M. Eugène Lewyckyj

L'Agence Polonaise Centrale de Lausanne nous communique le démenti suivant:

Au cours de la discussion du budget, à la séance du 22 février, au Reichsrat, M. Eugène Lewyckyj, député ukrainien, a affirmé, entre autres, que des hommes politiques polonais de Varsovie avec, à leur tête, M. Roman Dmowski, en 1910, alors que le gouvernement russe voulait faire quelques concessions politiques aux Polonais, auraient conclu avec ce gouvernement un pacte secret en vertu duquel ils auraient donné leur consentement à ce que le gouvernement de Chelm fût séparé de la Pologne.

L'Agence Polonaise Centrale est autorisée à déclarer que cette assertion de M. E. Lewyckyj est mensongère. Il n'a été conclu avec le gouvernement russe aucun accord consentant, au prix de concessions illusoires, à la séparation de la terre de Chelm du Royaume du Congrès. Jamais aucun Polonais n'aurait donné son consentement à un tel acte de violence.

Il faut détruire l'Autriche-Hongrie !

On a bien détruit jadis l'Etat polonais et voulu détruire jusqu'à la nation polonaise.

On est fort occupé, ce nous semble, à détruire l'Etat russe.

On ne travaille pas mal à détruire l'Etat polonais qu'on avait prétendu faire renaître.

On? Qui donc? L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Oh! sans doute, nous connaissons la thèse: l'Autriche n'est pas responsable, elle obéit à l'Allemagne, elle doit lui obéir, elle le fait à regret à son corps défendant, elle aime la Pologne. Au reste, dans le cas récent, c'est l'Allemagne qui a dirigé les pourparlers avec l'Ukraine au sujet de Chelm, et maintenant c'est l'Autriche, cette grande protectrice de la Pologne, qui vient d'intervenir pour que n'ait pas lieu l'annexion de Chelm à l'Ukraine.

Pesons ces objections: si l'Autriche n'a de volontés et de forces que pour les mettre au service de l'Allemagne, jamais la Pologne intégrale et indépendante ne verra le jour. Ces volontés et ces forces devront concourir à l'étrangement de la Pologne: il est donc de l'intérêt de la Pologne de les briser comme lui étant hostiles, sinon d'apparence, du moins de fait. Comme on ne pouvait battre Napoléon lui-même, on l'épuisait en battant en détail ses lieutenants en Espagne ou en Allemagne. L'Allemagne n'est pas plus imbattable que Napoléon et on la battra; mais pour faciliter ce grand œuvre il faut frapper le « brillant second ». Au reste l'Autriche aime la Pologne comme l'ogre aimait les petits enfants pour s'en repaître. Elle grinçait des dents en manière de remerciements, quand elle voyait la Pologne de Sobieski assez forte pour la sauver et délivrer Vienne de la menace turque. Elle pleurait avec Marie-Thérèse en prenant un morceau de Pologne, mais elle prenait; et elle pleurait bien davantage encore, quand, au deuxième partage de la Pologne, la Prusse et la Russie oublièrent méchamment de lui faire sa part. Elle a pleuré en se voyant au XIX^e siècle forcée de mettre fin à l'existence de la République de Cracovie dangereuse pour l'avenir de l'idée monarchique; et sans doute, depuis un demi-siècle, elle pleure de ne pouvoir elle-même initier les Polonais varsoviens aux beautés de son libéralisme galicien. Elle vient encore de pleurer à la vue de ce qu'avaient fait aux Polonais les Allemands et les Lithuaniens à Brześć Litewski. Le malheur est que les plénipotentiaires autrichiens à Brześć qui font les étonnés, n'ont nullement été étrangers à l'étranglement de la Pologne qui s'y préparait. Le *Journal de Genève*, organe sérieux d'un pays neutre, écrit sous ce titre suggestif: « C'est l'Autriche qui a tout fait »: « Les conventions concernant le tracé de la frontière entre l'Ukraine et la Pologne sont exclusivement l'œuvre du Comte Czernin et de la délégation ukrainienne. La délégation allemande s'était expressément déclarée complètement désintéressée dans cette question. »

Ce qui tendrait à le faire croire, c'est la facilité avec laquelle l'Autriche, sans force devant la volonté allemande, vient, dit-on, d'obtenir l'annulation de l'article du traité de Brześć concernant Chelm. Si c'était son œuvre, elle a pu y renoncer, s'il se trouvait que, pour le moment, il y avait intérêt pour la raison sociale austro-allemande à y renoncer, ou à paraître y renoncer. Il s'agit en ce moment d'établir une solide et

cordiale confraternité d'armes entre la vaillante armée polonaise de Dowbór-Muśnicki et les armées allemandes en campagne contre la Russie bolcheviste. C'est là peut-être une occasion propice d'entraîner la Pologne dans les voies, où elle semblait jusqu'alors peu disposée à entrer : il s'agit de faire coopérer les troupes polonaises à des opérations allemandes sous la direction suprême du commandement allemand. Leurs débuts à Mohilew qui ont fait frémir d'une juste joie toute la Pologne, ont été, dès maintenant, déjà plus glorifiés par les Etats centraux que ces braves ne pouvaient s'y attendre. Tout ce qu'ils ont fait, font ou feront sera exploité en Pologne par les autorités et la presse austro-allemandes. Ce que Pilsudski n'a pas voulu faire, on espère pouvoir entraîner Dowbór-Muśnicki à le réaliser. Et sa popularité qui le fait déjà comparer à Dombrowski, permettra le recrutement d'une armée polonaise pour le Mitteleuropa. On assignera à cette armée un rôle et un front propres à ne point lui déplaire, capables même à flatter l'amour-propre national polonais. Ceci libérera encore de forts contingents allemands et austro-hongrois qui trouveront leur place sur les fronts occidentaux ou méridionaux ; et la Pologne se trouvera fort surprise d'avoir travaillé pour le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Au reste, si ce plan réussissait, ces Messieurs la paieraient alors d'ingratitude ; cela, elle en peut être bien sûre.

En attendant le bruit court — mais peut-on appeler bruit l'énoncé de faits qu'on préparés quatre-vingts ans de colonisation intensive allemande ? — que l'Allemagne va rectifier sa frontière polonaise, non pas en rendant Thorn, Posen, Gnesen à la Pologne, mais en prenant à cette dernière Czenstochowa, Bendzin, Dombrowa et Łódź. Les journaux croient même savoir que les Polonais sont enchantés de regagner Chełm en perdant leur bassin minier de Dombrowa et Łódź, leur Manchester. On ajoute que l'Allemagne leur fait entrevoir l'acquisition d'une tranche de Lithuanie, tout en annexant elle-même le gouvernement de Suwalki. Et, brochant sur le tout, on annonce que l'Autriche souscrit volontiers à ces arrangements avantageux pour la Pologne, et garde pour elle la Galicie. Aussi bien, n'avions-nous pas appris il y a un mois de la bouche même d'une Excellence polonaise d'Autriche, M. Biliński, que « l'Autriche ne peut abandonner cette perle de la couronne des Habsbourg qu'est la Galicie » ? Avant la guerre, nous croyions que M. Biliński et nombre de ses pareils étaient des Polonais d'Autriche ; aujourd'hui nous nous apercevons que ce sont des Autrichiens de nom polonais, mais parfaitement insoucieux de l'intégrité de la Pologne. Le rôle de l'Autriche dans le duo austro-allemand est de faire trouver avantageux aux Polonais les projets qu'ont sur eux les Allemands. Le cas de M. Biliński et la question de la Galicie sont typiques : la couronne des Habsbourg serait abîmée si l'on en enlevait la perle galicienne pour en parer la sirène varsoviennne. Donc, il faut sacrifier la Pologne à l'Autriche. De temps en temps, pour impressionner la masse polonaise, on se livre à une petite manifestation : c'est ainsi que le professeur Jaworski, ancien président du Comité National Suprême et quelques Excellences, anciens ministres ont renvoyé à la chancellerie autrichienne leurs décorations, lorsqu'ils ont appris l'existence de l'article du traité de Brześć relatif à Chełm, ou plutôt lorsqu'ils se sont rendu compte du bruit que faisait ce malencontreux article dans la masse. Ayant ainsi jeté quelques croix et quelques rubans à la tête d'un ministre de cour, ils ont compris qu'ils avaient assez fait pour la Pologne et l'article ayant été modifié pour des motifs intéressant seulement l'Autriche et l'Allemagne, ils pensent avoir sauvé la patrie polonaise qu'ils perdraient en réalité, s'ils arrivaient à la rassurer dans la mesure où ils le désirent. Regagner Chełm, quand on perd Łódź et Dombrowa, quelle épouvantable duperie ! Se voir promettre Grodno et Białystok dans un avenir prochain, et être, en attendant, assuré de perdre Suwalki, le bon billet, le beau lâchage de la proie pour l'ombre ! L'Autriche se pose en protectrice de la Pologne, mais débauche ses chefs politiques en les faisant Excellences ; et elle la laisse amputée d'une de ses provinces les plus foncièrement polonaises, pour ne pas endommager la couronne des Habsbourg ! De qui se moque-t-on ?

Depuis trop longtemps il existe en Galicie des Polonais qui s'emploient à oblitérer et à anesthésier le fort bon sens politique de tous les autres Polonais, en proposant tous les jours à leur admiration la générosité autrichienne. En fait il

s'agit d'empêcher la Pologne de se constituer aux dépens de l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne, quand on lui parle de Posen, étend son gantelet de fer et profère : « Jamais ». L'Autriche est trop faible pour prendre ce ton ; alors certains Polonais sont chargés par elle de dire : « La Pologne ne saurait pousser l'ingratitude vis-à-vis de l'Autriche jusqu'à lui réclamer le membre arraché par celle-ci à l'ancienne Pologne. Tout au plus pourrait-on donner à l'Autriche un nouveau morceau de Pologne, — ce que l'Allemagne voudrait bien lâcher, — ce que le comte Andrássy appelle « toute la Pologne » pour sauver aussi la nationalité polonaise. » C'est là ce qu'on appelle l'union personnelle de la Pologne et des Habsbourg, et qui n'est qu'un nouveau numéro dans la série des partages de la Pologne.

Il faut pourtant choisir : ou c'est l'Autriche-Hongrie qui vivra de la destruction des nations slaves, ou ce sont les nations slaves qui renaitront sur les ruines de l'Autriche. Nous avons la faiblesse de pencher pour cette dernière solution, en dépit de tous les bourrages de crânes ou à cause d'eux. Il faut détruire l'Autriche-Hongrie.

La Pologne a pour cette œuvre des moyens sûrs, des alliés proches, puissants, actifs, sûrs eux aussi.

WARSZAWIAK.

LA POLITIQUE POLONAISE EN AUTRICHE

La politique polonaise vient de remporter un succès en Autriche, un succès à l'autrichienne, c'est-à-dire quelque chose de fallacieux et de trompeur.

L'Allemagne, et l'Autriche sa complice, avaient décidé de jouer un tour aux Polonais, à cette nation si malencontreusement établie entre les deux pays et qui les empêche de poursuivre à travers les territoires slaves leur séculaire *Drang nach Osten*.

L'Allemagne et l'Autriche avaient décidé à Brześć-Litewski de céder le territoire polonais de Chełm, à l'Ukraine qui, dit-on, ne le demandait pas.

Aussitôt les trois Polognes frémissent d'indignation, les journaux fulminèrent ; des meetings se formèrent ; des grèves éclatèrent. Au Parlement de Vienne, l'ancien ministre Glombiński démontra que les Ukrainiens à Brześć-Litewski n'avaient pas revendiqué la possession de Chełm et mit à jour le côté frauduleux et méchant de l'intrigue austro-allemande contre la Pologne.

Vienne et Berlin attentifs à surveiller l'agitation polonaise, comme fait un médecin des soubresauts d'un fiévreux, mesurèrent exactement le calmant qu'il fallait administrer au patient.

Le club polonais du Parlement de Vienne qui se flatte toujours d'un grand rôle dans la monarchie danubienne, malgré qu'il n'en soit plus à s'étonner de la duplicité dont il est le témoin et la victime, le *Kolo Polskie* reçut une fois encore des promesses, du bienveillant prince que Dieu a placé sur le trône des Habsbourg et qui, à l'exemple de ses aïeux, ne peut avoir que tendresse et magnanimité pour la Pologne.

Les députés galiciens reçurent la promesse que la terre de Chełm ne serait pas donnée aux Ukrainiens qui ne la réclament pas.

Ce magnifique cadeau de l'amitié autrichienne n'a pas été obtenu sans peine. L'Allemagne toujours sévère et morigénante pour la Pologne ne voulait rien entendre ! Les amis de Vienne eurent bien de la peine à sauvegarder l'intérêt de leurs chers Polonais. Que deviendrait cette pauvre Pologne, si l'Autriche ne la protégeait sans cesse contre les appétits de Berlin !

Le *Kolo Polskie* l'a bien compris ; et pour reconnaître le service rendu, il a consenti à ne pas refuser le budget ordinaire, présenté au Parlement par M. de Seidler ; il s'est abstenu dans le vote.

Cette abstention, disent les journaux, a assuré le succès de M. de Seidler, et empêché la chute du ministère.

Je n'en suis pas bien sûr !

Tout d'abord, supposons que le ministère ait été mis en minorité par la coalition de tous les Slaves contre les Allemands ; le ministère se serait-il retiré ? L'Empereur n'aurait-il pas préféré proroger ou même dissoudre le Parlement ? On oublie que pendant les deux premières

années de guerre, le Reichsrat ne s'est pas réuni une seule fois, et que l'Empereur s'est très bien procuré tous les crédits de guerre, par l'application de l'article 14 de la Constitution.

D'autre part, j'ai beau additionner les voix qui se sont prononcées pour ou contre le ministère, je ne trouve pas que l'appoint des 64 suffrages polonais pouvait déterminer une majorité dans un sens ou dans un autre. Ce n'est pas la première fois que des journaux hypocrites et menteurs, rédigés par d'astucieux Viennois comme *Neue Freie Presse*, donnent des chiffres, et en même temps des appréciations qui contredisent ces chiffres. Vienne ne manque jamais de faire croire aux autres Slaves qu'elle dispose contre eux de l'arme efficace du polonisme.

Les crédits ordinaires ont été votés par 240 voix contre 121 ; les Polonais se sont abstenus. Or les Polonais sont 64, nombre insuffisant pour changer le scrutin.

Par contre, si les 30 députés ukrainiens qui ont voté pour les crédits, avaient voté contre, si Polonais et Ukrainiens, à l'exemple des Tchèques et des Yougo-Slaves, avaient voté contre, alors en effet, le ministère eut été en minorité.

Dans un deuxième vote relatif aux crédits de guerre, les Polonais cette fois ont voté contre ; les crédits néanmoins ont été acceptés par 203 voix contre 161. Les Ukrainiens ont continué de voter pour le gouvernement, et il semble qu'un certain nombre de Polonais se soient encore abstenus.

Que conclure de ces deux épreuves ?

Tout simplement que la majorité du Reichstag redoute la dissolution de l'Assemblée, dans le cas où les crédits de guerre seraient refusés. Que d'autre part, il n'existe pas d'union entre les Slaves d'Autriche, ce que l'on ne sait que trop.

Les Ukrainiens, systématiquement, trouveront toujours blanc ce que les Polonais verront noir ; les Polonais eux-mêmes ne s'uniront définitivement aux Tchèques et aux Yougo-Slaves que le jour où se préparera l'ultime effort contre la Monarchie.

Or la Monarchie des Habsbourg est plus solide que jamais. Tous ses ennemis sont vaincus ; Russie, Roumanie, Serbie, Monténégro sont battus, punis, rançonnés, démembrés. L'Italie elle-même a reçu son châtiment. La moitié de la Vénétie redevient autrichienne.

Les deux empires germaniques de Vienne et de Berlin, avec le concours de trente millions de Slaves ont abattu toute l'Europe orientale et s'apprêtent à traiter de même l'Europe occidentale. Ils n'ont trouvé dans l'Est de l'Europe que désordre et désunion.

Que dans le désarroi du monde slave, les Polonais s'efforcent de sauvegarder leurs territoires, et leur liberté d'allure ; on n'en sera pas surpris.

Ils savent bien d'ailleurs que ce n'est ni l'Autriche, ni surtout l'Allemagne qui restaureront la Pologne dans ses droits et ses territoires : mais « il est écrit » que l'Autriche et l'Allemagne destructrices de la Pologne, comme la Russie, contribueront toutes ensemble au rétablissement de cette Pologne.

Tant que les trois ennemis de la Pologne s'entendaient contre elle, la Pologne était accablée. Mais le jour béni est venu où les trois larrons ont formé deux camps et ont entrepris de se dévorer mutuellement. L'Empire russe est par terre ; les deux empires germaniques auront leur tour !

La Pologne fut détruite « internationalement » ; c'est aussi par l'internationale des Alliés qu'elle sera restaurée.

Que les Polonais « empruntent » aujourd'hui à l'Autriche ou bien à l'Allemagne, et qu'ils empruntent demain aux Alliés, ils n'auront pas à s'en excuser, puisque chez les uns et chez les autres on doit beaucoup à la Pologne, et que, justice ne sera faite qu'après qu'on lui aura tout restitué !

GEORGES BIENAIMÉ.

Depuis le 1^{er} janvier 1918, le prix d'abonnement de POLONIA est :

En France :

20 francs par an.

10 » 6 mois.

5 » 3 mois.

A l'étranger :

22 francs par an.

UNE MANŒUVRE GERMANIQUE

L'Armée Polonaise en Russie et l'Allemagne

Le correspondant du *Temps* télégraphie, à la date du 6 mars, à propos du général Dowbór-Muśnicki :

Le jour semble se faire sur les tristes circonstances qui ont amené le général polonais Dowbór-Muśnicki à s'entendre avec le général Hoffman pour échapper aux persécutions décrétées par le commandant en chef maximaliste Krylenko et menaçant d'anéantir les troupes polonaises en Russie.

Le *Diennik Polski*, organe officiel du Conseil Polonais de l'Union des Partis, tout en blâmant sévèrement la décision de Dowbór-Muśnicki, écrit :

Il a été sans doute induit en erreur par des renseignements faux, et comme militaire professionnel, ignorant les dessous de la politique allemande, il ne paraît pas avoir compris l'énorme faute qu'il allait commettre. Les Allemands ont fait aussi tout le possible pour dissimuler devant Dowbór-Muśnicki, les tristes péripéties des négociations de Brześć-Litewski et l'abominable violence de l'arrachement du territoire de Chełm. Il convient d'ajouter que Dowbór-Muśnicki a agi selon les instructions du conseil de régence de Varsovie lui prescrivant de conserver intactes l'ensemble des forces militaires polonaises à lui confiées.

Suivant la résolution du Conseil Polonais de l'Union des partis de Petrograd, toute l'émigration proteste avec indignation contre l'acte de Dowbór-Muśnicki dont il est seul responsable.

D'autre part le *Journal des Débats* du 10 mars a reçu à ce propos une mise au point venant d'une source polonaise. En voici le passage essentiel :

Les Austro-Allemands s'efforcent par tous les moyens de diminuer dans l'opinion mondiale l'impression produite par la vibrante protestation avec laquelle la nation polonaise tout entière a accueilli le traité germano-ukrainien.

C'est précisément dans ce but que le bulletin d'état-major allemand du 3 mars a annoncé qu'« à Bobruisk s'est effectuée la jonction avec la division polonaise ». Ce bulletin se garde bien d'ajouter que cette soi-disant « jonction » n'est qu'une rencontre automatique entre les troupes allemandes en marche avec la division du général Dowbór-Muśnicki, en train de lutter avec les gardes rouges des bolcheviks et de défendre contre les massacres et les pillages de ceux-ci les Polonais établis dans ces parages, ainsi que ceux qui s'y sont réfugiés lors de l'évacuation de la Pologne par les troupes russes en retraite.

La division dont il s'agit jouait déjà, depuis plusieurs semaines, le rôle d'une simple milice nationale, sans être « une armée » dans le véritable sens du mot, comme l'eussent désiré les Polonais — une armée qui eût pu disposer de cinq cent mille combattants remplis d'une véritable haine contre l'Allemagne, et qui aurait changé en ce moment la face des choses en Russie. Malheureusement, le gouvernement de Kerenski s'était opposé à la création d'une armée polonaise autonome et l'anarchie maximaliste a paralysé d'une façon définitive les efforts de patriotes polonais dans ce sens. Les quelques détachements polonais qui, malgré le mauvais vouloir des autorités révolutionnaires russes, avaient réussi à se former, tant bien que mal, se sont trouvés ces temps derniers entre le marteau allemand et l'enclume bolcheviste.

BULLETIN

● L'attitude du Club politique des partis.

Dans les derniers jours de février, a eu lieu à Varsovie une assemblée plénière du *Club politique des Partis* à laquelle ont pris part de nombreux membres de cette association et à la suite de laquelle le Club a publié la proclamation suivante :

Le *Club politique des Partis*, se référant au manifeste du Conseil de Régence à la nation polonaise, déclare qu'il considère comme désirable que le Conseil de Régence reste à son poste, espérant que le Conseil donnera sous peu une expression concrète de sa conviction qu'il lui est nécessaire de prendre appui sur la volonté de la nation.

Cette déclaration de l'organisation qui jusqu'ici était restée dans l'expectative vis-à-vis du Conseil de Régence et du gouvernement constitué sous la présidence de M. Kucharzewski, prend pour base le manifeste connu du Conseil de Régence du 14 février, dans lequel ce dernier affirmait que par le traité de Brześć « a été réduite à néant la signification des actes des monarches » (du 5 novembre 1916 et du 12 septembre 1917) et que par conséquent « c'est la volonté de la nation que le Conseil de Régence veut prendre pour appui de sa mission et de ses efforts ».

En même temps le *Club politique des Partis* a envoyé une délégation au Conseil de Régence à l'effet de lui soumettre des postulats que l'on peut résumer en ces termes :

Le Conseil de Régence doit rester à son poste, à titre de symbole du pouvoir souverain de l'Etat en Pologne. La démission du Cabinet doit être traitée non pas for-

mellement, mais effectivement, c'est-à-dire que les ministres de l'instruction publique et de la justice, étant suffisamment constitués, doivent être conservés, tandis qu'un nouveau cabinet ne pourra être formé que lorsque auront été obtenues de la part des autorités d'occupation d'autres concessions touchant la compétence et l'étendue des pouvoirs. Le Département politique (qui, à défaut d'un ministère des affaires étrangères, en remplissait certaines fonctions) doit être dissous, parce que, dans les conditions actuelles, il n'a pas sa raison d'être.

Les élections au Conseil d'Etat doivent être ajournées.

● Les Polonais de Nice à Paderewski.

Depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis pour la cause des Alliés, le célèbre musicien I. Paderewski, président d'honneur de l'Union Nationale Polonaise en Amérique et membre du Comité National Polonais, a déployé une énergie considérable pour former une Armée polonaise prête à combattre dans la grande guerre, à côté des Alliés.

En reconnaissance de la noble action de Paderewski, qui exprime si bien les sentiments d'amitié séculaire qui unissent la France et la Pologne, le Cercle Polonais de Nice, dans sa dernière assemblée du dimanche 24 février, a décidé d'envoyer, à son éminent compatriote, en hommage de gratitude, l'adresse suivante :

Cher maître et distingué compatriote,

La colonie polonaise de Nice désire vous donner un témoignage sincère de son admiration, comme à l'un des chefs les plus vaillants du peuple polonais, car, par votre action patriotique, vous gardez depuis des années le feu sacré de notre nation qui doit remplir sa haute mission dans le monde.

Il y a environ sept ans, le cercle Polonais de Nice vous nommait membre d'honneur, et il est fier d'avoir gravé votre nom sur le marbre, en lettres d'or.

Aujourd'hui, le même cercle vous envoie une adresse collective signée par vos compatriotes, habitant la terre hospitalière de la France, afin de vous exprimer tout leur enthousiasme pour votre action patriotique aux Etats-Unis d'Amérique, d'où la voix imposante du président Wilson s'est élevée du haut de la tribune, pour une Pologne libre et indépendante, dans un appel qui a remué la conscience de l'Europe... Que la Providence vous guide jusqu'au bout de votre noble tâche, vous permettant de recueillir le fruit de votre labeur en vous ramenant au sein d'une Pologne, libre enfin, du joug ennemi.

Président : JAN STYKA.

Vice-Président : XAVIER WALICKI.

● Sur la Côte d'Azur.

Nous apprenons que la représentation de *Manon* au théâtre de Monte Carlo, le mardi 19 mars, sera donnée au bénéfice des Foyers du Soldat de l'Armée Polonaise en France.

FEUILLETON DE POLONIA, du 16 MARS 1918

LES ÉCRIVAINS POLONAIS

ST. PRZYBYSZEWSKI

II

Il vous a été aisé de voir, d'après ce que j'ai dit jusqu'à présent, comme tout chez Przybyszewski s'élève d'un ton, ou, au moins, se dresse, tout — dans la « notation », aussi bien que dans l'exécution, dans la texture du « morceau », de même que dans la tessiture des voix, ici suraiguës et là supra-sombres... dans le fond et dans la forme. Il ne manque même pas de cas où Przybyszewski arrive aux dissonances stridentes, tant sont désaccordés, par l'excès de la tension, les nerfs, les sens et l'intellect de ses personnages (1).

Mais en sus de cette « altération des notes », il y a souvent chez Przybyszewski une véritable transposition ; et alors rien n'est pris dans son sens direct : *Le dehors devient le dedans ; la réalité — un songe ; la volupté — un abominable venin ; la douleur — une sangsue immonde qui se colle au cœur et en suce tout le sang...* » Pareillement, en fait de figures de rhétorique, les choses vont aussi loin que possible, et on ren-

(1) J'emploie ce vocabulaire non pas pour des effets dialectiques ; mais, outre qu'il explique le mieux ce que je veux dire, il est dans le style de Przybyszewski. Je ne fais qu'emprunter la manière dont lui-même se sert fréquemment. Il a recours, notamment, aux termes musicaux pour traduire les idées vagues, imprécises, vraiment MUSICALES. « Tous mes sentiments et toutes mes pensées prirent la cadence d'une musique profonde, terrible, spectrale, musicale qui porterait une face d'antique idole mexicaine... »

contre plus d'une fois dans sa prose « les mains qui respirent la passion ».

Et comment en serait-il autrement ? Przybyszewski professe la foi symboliste ; il en est un des grands prêtres. Comme tel, par parti pris, mais aussi en toute sincérité, par besoin naturel, par penchant inné, il déplace les ordres, mélange les genres, accouple le physique et le métaphysique, l'idée et le geste. « Un symboliste, écrit-il quelque part, sent intuitivement l'intime rapport entre son âme et l'âme de toute la nature ; il voit au-dessous des choses fortuites un univers secret et au delà du temporel — l'éternel illimité, dont il est sorti, lui-même. La réalité n'est pour lui qu'un symbole d'un autre monde — supérieur... »

De même qu'il grandit les choses de l'ombre qu'elles projettent sur l'éternité, et qu'il montre les âmes à nu, les cerveaux en gésine, les passions en travail, — Przybyszewski restitue au verbe sa signification pleine et initiale. Il tâche que les mots ne s'alignent pas sur ses pages en chiffres inanimés et abstraits, mais qu'ils s'unissent directement aux phénomènes sensoriels et en soient l'interprétation spontanée, immédiate et fidèle. Selon sa proposition, chaque vocable doit avoir sa valeur évocative et se rattacher au grand mystère qui s'élabore dans l'esprit et dans le cœur. « Je ne m'accroche jamais aux mots ; ce n'est que leur base sentimentale qui m'importe ; peu me chaut si elle fait jaillir ceci ou cela comme vague verbale », dit un des héros de Przybyszewski auquel il confie le soin d'exprimer pas mal de ses vérités intimes.

Pour obtenir cette éloquence émotive qu'on dirait des profondeurs mêmes de notre « moi », Przybyszewski conduit son dialogue par bonds et par sauts en zigzags, suivant le rythme intérieur : c'est le cœur qui bat ici la mesure et en bon métronome règle le mouvement des répliques. Elles ne se poursuivent pas, guidées par la stricte logique, tout droit sur un plan préconçu, n'avan-

cent pas à l'ordre, guindées et roides — et pré-établies. Elles vont selon les brusques sautes des sentiments, sur la ligne capricieuse, tracée par l'association des idées... Et on assiste ainsi à des colloques dépouillés du factice, teintés à la couleur de l'émotion qui les provoque, et où l'on pense tout haut, plutôt que l'on ne cause.

Après avoir exalté dans l'homme de sa prédilection et dans la femme de son rêve toutes les facultés cérébrales et sentimentales et après avoir montré l'endroit et l'envers de l'être, — Przybyszewski cherche à faire rompre à l'Inorganique son cercle de silence et de mort. Volontiers il l'associe au drame humain, vu que tout ce qui existe s'unit et reste en correspondances éternelles : « L'âme avec l'entité du monde, énonce-t-il, ne font qu'un. »

De cette façon, un jour, il confiera, par exemple, le premier rôle à la neige. C'est elle qui prête son nom à l'ouvrage (1), et y revient en leitmotiv tout le temps ; c'est elle qui prend sa part dans les péripéties de l'histoire, s'harmonise avec le destin, reflète sur les âmes, influence sur les gens et vit avec eux en communion constante...

D'ailleurs, quel qu'il soit le décor, quel qu'il soit le paysage dans lequel évoluent les acteurs — tous deux ont plus que la valeur d'un fond. Ils ne sont jamais rien moins qu'une émanation de ces acteurs, eux-mêmes. Les éléments constitutifs du lieu et de la scène perdent en quelque sorte le caractère des réalités fixes, pour figurer plutôt des symboles, — symboles de la grandeur, de l'effroi et de la beauté tragique de la vie... de la menace cruelle et aveugle du sort... de la caresse parfumée de l'amour... du remords qui aboie aux trousses des pécheurs.

(A suivre)

JEAN TOPASS.

(1) Le drame en quatre actes : « La Neige ».

UNE UKRAINE AU DÉTRIMENT DE LA POLOGNE

Les manifestations en Pologne

(Communiqués de l'Agence Polonaise Centrale de Lausanne.)

Démonstrations à Poznań

Ces jours derniers, Poznań, à deux reprises, a été le théâtre de manifestations anti-allemandes, provoquées par le traité de Brzesc. Dans la nuit du 23 au 24 février on placarda sur les murs de la ville des proclamations anti-allemandes qui furent lacérées par la police. Dimanche, 24 février, au pied du monument de Mickiewicz eut lieu une manifestation au cours de laquelle furent chantés des hymnes nationaux. Cette manifestation se renouvela le soir du 27 février, non seulement cette fois devant la statue de Mickiewicz, mais encore sous la forme d'une démonstration hostile, devant le monument de Bismarck. La police opéra de nombreuses arrestations. De plus, ont été arrêtés dix-huit jeunes gens sous l'inculpation d'avoir propagé des proclamations anti-allemandes. On vient de les juger à huis clos et sur le seul et unique témoignage de l'agent de la police secrète Preuss; ils ont tous été condamnés à des peines de deux à trois mois de prison. Toutefois le président a informé les jeunes gens, âgés de dix-sept à dix-huit ans, qu'il leur serait fait remise de leur peine s'ils s'engageaient comme volontaires dans l'armée allemande.

Répressions à Łódź.

La protestation du Conseil municipal de Łódź et les démonstrations qui, à la suite du traité de Brzesc, ont eu lieu dans cette ville, y ont provoqué de rigoureuses répressions de la part des autorités allemandes. La ville a été frappée d'une contribution de 100.000 marks. De plus, MM. Sułowski, président du Conseil municipal, et le conseiller Remiszewski, inspecteur des écoles de Łódź, ont été arrêtés, et cela parce que le Conseil avait voté une motion de ce dernier, en vertu de laquelle devaient être assignés 1.000 marks pris sur les fonds de la ville, à titre de secours aux victimes des violences de la police allemande au cours des dernières démonstrations, victimes actuellement emprisonnées ou en traitement dans les hôpitaux. Le président de la police allemande a défendu de mettre cette décision à exécution et, en outre, M. Sułowski, président du Conseil municipal, a été condamné à un an, M. Remiszewski, rapporteur de la motion, à quatre ans et demi de prison. Ces mesures ont fait une énorme impression à Łódź.

Chose caractéristique, aux démonstrations qui se sont déroulées dans cette ville ont aussi pris part les ouvriers allemands et juifs. Dans le cortège les ouvriers allemands poussaient le cri : « Es lebe das freie Polen ! »

La journée du 18 février en Galicie.

Dans la Pologne tout entière, à la suite du traité de Brzesc, se sont produites des manifestations, et, conjointement, des grèves qui, comme nous l'avons rapporté, ont pris une ampleur imposante. Tout travail a été interrompu le jour où elles ont eu lieu et par leur unanimité disciplinée et consciente elles ont donné l'éclatant témoignage que les Polonais sont les maîtres en terre polonaise, chez eux. Ces manifestations parvinrent à leur point culminant en Galicie, le 18 février, date fixée par le comité de tous les partis polonais, comme jour de protestation solennelle contre l'inique traité de Brzesc. Aujourd'hui seulement nous sommes en mesure de donner quelques détails sur les incidents de cette journée, d'après les journaux polonais de la Pologne prussienne et les feuilles allemandes, car depuis le 17 février aucun organe polonais de Galicie n'est arrivé en Suisse.

Le 18 février, dans toute la Galicie, chômage général. Toutes les fabriques, tous les établissements industriels s'arrêtèrent. Les tribunaux n'ouvrirent pas leurs portes; toutes les écoles eurent congé; toutes les administrations, tous les offices autonomes et gouvernementaux furent fermés; tout mouvement cessa sur les lignes de chemins de fer; les postes et télégraphes mêmes ne fonctionnèrent pas. Rien ne put entrer en Galicie, rien ne put en sortir. Les Polonais donnèrent à l'Empire d'Autriche et au monde entier la preuve que, contre leur gré, rien dans ce pays, n'est mobilisable, qu'ils possèdent le souverain pouvoir en Galicie.

Nous ne possédons pas d'informations circonstanciées touchant la manifestation de Lwow, capitale du pays, on sait seulement qu'elle fut d'une imposante grandeur. Par contre, nous sommes plus copieusement renseignés en ce qui concerne celle de Cracovie. Elle se déroula sur l'immense place de la ville, et une foule de près de cent mille personnes y prit part appartenant à toutes les classes sociales. En furent cependant absents les villageois des environs à qui le Comité avait réservé des places spéciales, mais à qui les autorités autrichiennes n'avaient pas permis de franchir les barrières. En revanche on y vit la ville tout entière avec toutes ses organisations et corporations. On y

remarquait tout particulièrement 9.000 employés des chemins de fer, arborant à leur casquette des cocardes à l'aigle polonais, avec parmi eux une section de cheminots tchèques. Dans le public se trouvaient aussi un grand nombre d'officiers et de soldats en civil, et non seulement des Polonais, mais des Tchèques et des Yougo-slaves. Partout ils furent l'objet de chaleureuses acclamations.

A Cracovie, comme dans toute la Galicie, le moment le plus grandiose fut celui où les assistants unanimes prêtèrent le serment. Après des discours prononcés par des représentants de tous les partis du haut de cinq tribunes élevées à divers endroits de la place, il fut donné lecture d'une formule de serment que la censure n'avait pas laissé paraître dans les journaux mais qui en copies illégales avait été distribuée dans la foule à des milliers d'exemplaires. Alors toutes les mains se levèrent, toutes les têtes se découvrirent et avec un grondement de tonnerre se répéta à tous les échos de l'antique place le cri final du serment poussé par des milliers de poitrines : Et que Dieu nous soit en aide !

La cérémonie ayant pris fin, il dut y avoir quelques incidents au sujet desquels nous n'avons aucune information précise. C'est sans aucun doute à ces incidents qu'ont trait les paroles du député Daszyński, dans son dernier discours au Reichsrat, où entre autres il a dit :

« Lorsque, à Cracovie, on a voulu faire intervenir les troupes contre le peuple, il s'est montré — et je le proclame en pleine Chambre, pour que tout le monde le sache et en Autriche, et à l'étranger — il s'est montré que non seulement les soldats polonais, mais les soldats non polonais n'ont pas voulu tirer contre le peuple, n'ont pas voulu faire usage de leurs baïonnettes contre leurs frères. »

Manifestation de la Silésie de Cieszyn (Teschen).

Au chœur unanime des voix polonaises protestant contre l'attentat de Brzesc, s'est aussi jointe celle de la Silésie de Cieszyn, antique domaine des Piast. Le 24 février eut lieu à Cieszyn une réunion solennelle protestataire à laquelle prirent part plus de 1.000 représentants de toutes les communes polonaises du pays. Il y fut voté d'enthousiasme une résolution aux termes de laquelle la réunion se solidariserait pleinement avec toutes les protestations de toute la Pologne, et imposait aux députés silésiens l'obligation d'exiger catégoriquement l'incorporation à la Pologne libre, indépendante, unifiée, de la Silésie de Cieszyn qui se considère comme partie intégrante de la patrie polonaise.

Après la réunion se produisit sur la Grand-place de la ville une manifestation pendant laquelle on chanta l'anti-allemande « Rota » (Serment) de M. Konopnicka.

REVUE DE LA PRESSE

La presse française.

Paris.

— La Vie dans son n° 3 (mars) publie un excellent article de notre distingué compatriote, M. MARYAN SEYDA, membre du Comité National Polonais. Nous recommandons cet article, intitulé « Le Rôle historique de la Pologne », à tous nos lecteurs français et en particulier à ceux qui pensent que les Polonais ne possèdent pas bien un « programme politique précis », tout comme les autres nations conscientes de leur rôle.

— Le Mercure de France publie en tête de son numéro du 1^{er} mars un excellent article de M. FÉLIX GAIFFE sur l'Âme de la Pologne d'après son théâtre. Dans une exquise rapide l'auteur, remarquablement documenté, examine les chefs-d'œuvre essentiels du théâtre polonais. Le but de M. Gaiffe était d'inspirer chez les lecteurs français « le désir de mieux connaître ce qu'il a imparfaitement décrit », et il croit « éminemment opportune » la vulgarisation du théâtre polonais en France. Nous le croyons aussi et nous sommes très heureux qu'un écrivain français de talent se charge de cette campagne. Des articles comme celui de M. Félix Gaiffe sont de l'excellente propagande pour la Pologne et rendent le meilleur service à notre cause.

— Dans sa Chronique de la Quinzaine de la Revue des Deux-Mondes du 1^{er} mars M. CHARLES BENOIST, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, député éminent et historien érudit, consacre deux pages entières (p. 236 et 237) à la Pologne. Ces pages sont inspirées par les récents événements de Pologne et par la cession du gouvernement de Chełm à l'Ukraine, ce gouvernement de Chełm, « si incontestablement polonais » — s'écrit M. Charles Benoist — « que, pour protester contre la spoliation, un double miracle s'est fait : toutes les trois Polognes se sont trouvées réunies, et, dans toutes les Polognes tous les Polonais se sont trouvés d'accord ». M. Ch. Benoist, à la fois spirituel et grave, écrit encore : « En face de la tempête qui grondait, l'Allemagne a filé toute l'huile que lui laisse sa guerre sous-marine. Y en

a-t-il assez pour apaiser les flots ? Il reste à la Pologne, — à la vraie, une et historique, à la seule qui ait vécu et qui puisse vivre, — il lui reste, depuis 1772, bien des sujets, autrichiens et prussiens, de haine et de rancunes, au point que pour elle ce n'est plus un dilemme, c'est une équation qui se pose : résurrection-insurrection. »

— Le Temps du 6 mars, dans son éditorial intitulé : Les Alliés et le traité de Brest-Litovsk, examine la valeur de la paix que l'Allemagne a imposée à la Grande-Russie. Le traité de la paix « est nul en droit et en fait » — dit-il. Il conseille cependant aux Alliés « d'opposer une politique à celle que l'ennemi vient de pratiquer ». A propos de la Question Polonaise le Temps fait cette remarque judicieuse : « Maintenant que la paix règne, de l'aveu même des puissances centrales, sur tous les territoires voisins de la Pologne, quand les Polonais vont-ils être délivrés de l'occupation étrangère et appelés à statuer librement sur leur sort ? Si l'Allemagne ajourne encore l'exécution des promesses qui leur ont été faites, n'est-ce pas avec l'arrière-pensée de démembrer à nouveau leur pays ? »

— La Libre Parole du 7 mars publie un article intéressant de M. OSCAR HAVARD sur l'Ukraine.

— Dans la Victoire du 10 mars M. GEORGES BIENAIMÉ, notre distingué collaborateur, publie un article sur le Nouveau Royaume de Lithuanie. Il y donne des renseignements intéressants sur le pays, sur les prétendus « patriotes » lithuaniens et souligne le caractère polonais de la Lithuanie.

— Le Journal des Débats du 10 mars publie un très intéressant article, reçu d'une source polonaise, sur les Menées austro-allemandes et la Pologne. Cet article met au point tous les racontars qui couraient à travers les journaux à propos de l'Armée Polonaise du général Dowbór-Muśnicki.

— Dans le Figaro du 10 mars, POLYBE écrit sous le titre « Réponse des textes à lord Landsdowne » que le comte Hertling n'est nullement d'accord avec le président Wilson. Dans la question polonaise par exemple : tandis que M. Wilson veut « un Etat polonais indépendant comprenant tous les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises », le comte Hertling proclame que « la constitution de la Pologne n'intéresse que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ». Où est l'accord, lord Landsdowne ? — demande Polybe.

— Le Temps du 11 mars publie un intéressant et très sympathique exposé de M. le général DU MORIEZ à propos de l'Armée polonaise en Russie. L'ami distingué de la Pologne y met au point les inexactitudes qui étaient répandues par la presse au sujet du général Dowbór-Muśnicki. Il recommande au public français de « tenir compte de la position atroce dans laquelle se débattaient les Polonais écrasés sous le joug prussien... », et il indique aussi les devoirs de la France et de l'Entente envers la Pologne : « Renseigner les Polonais, — écrit-il — leur donner la foi dans la victoire de l'Entente ; mais leur donner aussi la foi dans son sens politique et dans sa justice, dans son inébranlable volonté de rétablir la Pologne une, indivisible, puissante, la Pologne de 1772 ; leur faire savoir que nous voyons en cette juste réparation d'un crime de lèse-nation la condition sine qua non d'une paix juste et durable, et que cette condition nous saurons l'imposer à nos ennemis communs. »

Nous sommes très reconnaissants à M. le général de Moriez d'avoir pris la défense de notre cause d'une manière si noble et si juste.

— L'Information du 13 mars publie un article de M. ARNAUD sur les « Polonais d'Autriche et Polonais de Prusse ». L'auteur examine l'attitude des Clubs parlementaires polonais de Vienne et de Berlin, conclut que « les Polonais ont encore une fois manqué de s'entendre », et ajoute que « cette discordance ne surprendra pas ceux qui connaissent, en même temps que l'indiscipline traditionnelle de leurs mœurs politiques, les difficultés de la situation à laquelle ils doivent faire face ». Nous respectons cette impartialité de l'auteur mais nous le prions de ne pas faire des conclusions hâtives. L'attitude du Club polonais de Vienne est provisoire et tout peut changer au retour du comte Czernin de Bucarest. A quoi pouvait mener l'intransigence sans réserves — que M. Arnaud semble souhaiter — du Club polonais de Vienne ? A la dissolution du Reichsrat et à l'établissement de la dictature militaire. Eh bien, il nous semble qu'aujourd'hui ce résultat était aussi indésirable pour les Polonais que pour nos frères tchèques et yougo-slaves ! A ce sujet nous nous permettons de recommander à M. Arnaud l'article de notre distingué collaborateur, M. Georges Bienaimé, sur la Politique polonaise en Autriche (voir page 2 du présent numéro).

— Dans l'Affranchi du 25 février, un sympathique journal des jeunes, nous trouvons un très intéressant article intitulé Pologne-Lithuanie et signé de LABUNOWO.

B. KORAB-MERCÈRE corrige trois fois par semaine, dans son atelier, 9, rue des Beaux-Arts. — PARIS
Modèle vivant, nature morte, composition, illustration.

LE GERANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

PISMO TYGODNIOWE POLSKIE

WYCHODZI CO SOBOTE

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

OBOWIĄZEK POLAKÓW NA OBCYZYŃNIE

Zjednoczenie się opinii w Polsce, które się tak wspaniale zmanifestowało z powodu zamachu, dokonanego w Brześciu-Litewskim na narodzie polskim, powinno stać się wzorem dla Polaków na obczyźnie.

Niestety, była emigracja nasza w Paryżu zawsze przeciwnieństwem zgodnej społeczności. Było i jest to złem nie tylko samo w sobie, ale i z tej przyczyny, że opinia francuska zwykła obraz, jaki przedstawia Polonia tutaj, uważać za zwierciadło stosunków panujących w kraju. Tymczasem, każdy obeznany z tym, co się w Polsce dzieje, wie, że właśnie i małe antagonizmy, robiące nieraz tyle hałasu wśród niektórych sfer parysko-polskich, są w stosunku do kraju chyba jak owe krzywe zwierciadła, które wypaczają postać odzwierciadloną. To, czego świadkami jesteśmy dzisiaj w owych sferach tutejszych, ma już swoją tradycję od lat dziesiątek. Wpływa na to długoletnie oderwanie od kraju.

Wiemy, że objawów tych nie zdoła się usunąć żadnym apostołstwem. Wiemy, niestety, że nawet tak wielkie chwile, jak te, które przeżywamy, nie zdołają wpłynąć w pełni uleczejaco na tutejszą atmosferę emigracyjną. Ale pragniemy wierzyć, że nie pozostaną one całkowicie bez wpływu na nią.

Ze swej strony wogóle unikając zbytecznych polemik i będąc zwolennikami zgody, oświadczamy wyraźnie, że zgoda musi się wszakże opierać na podstawach szczerych, przekonaniowych. Chcąc kwestję stawić jasno, rozróżniamy trzy stopnie zgody: najwyższy — politycznej i wogóle pełnej współpracy narodowej; średni — współpracy ku obronie interesów narodowych poza dziedziną ściśle polityczną; najniższy — ograniczający się do tolerancji.

Warunkiem politycznej i pełnej współpracy narodowej jest zgodność poglądów politycznych. Mówiąc językiem konkretnym, możemy czynnie politycznie współpracować z tymi, którzy są zwolennikami nie tylko politycznego ale także militarnego angażowania się po stronie państw sprzymierzonych. Czy zresztą dana jednostka należy do takiego czy innego, czy do żadnego stronnictwa politycznego, jest rzeczą całkiem obojętną.

Z tymi, co sympatyzują z Aljantami, ale tylko platonicznie, a przeciwni są czynnemu występowaniu na ich rzecz, szczególnie przeciwni są organizowaniu wojska polskiego we Francji, z tymi Polakami nie jest już oczy-

wiście możliwą pozytywna z naszej strony współdziałalność polityczna. Nie wyklucza to natomiast zgody współpracy ku obronie interesów narodowych, poza dziedziną polityczną, a pole do tej współpracy rozległe.

Jeżeli zaś chodzi o jednostki, które w obojętności swej wobec Koalicji idą tak daleko, że nie stoją po jej stronie nawet z wyraźniejszymi sympatjami, choćby platonicznymi, z temi jednostkami my Polacy, stojący bezwzględnie po stronie Aljantów, tutaj, na ich ziemi, w czasie wojny, współpracować nie możemy w żadnej dziedzinie. Nie myślimy wszakże z nimi wojować, chociażby dlatego, że uważamy sobie za obowiązek zużywać czas w sposób pożyteczniejszy, bardziej pozytywny. Sami stojąc na stanowisku tolerancji, nie wymagamy jej dla siebie od strony przeciwnej. Sądzymy natomiast, że dobro publiczne wymaga, by walka stażana przez przeciwników trzymała się ram rzeczowych, unikając ataków osobistych i twierdzeń nie odpowiadających rzeczywistości. Jeżeli polemika tutaj, na gruncie emigracyjnym, sprowadzi się pod wpływem jednomyślności kraju do tychże granic, będzie to już poważny sukces.

Dokładać w tym kierunku starań rzetelnych i usilnych, jest zadaniem każdego Polaka, który kieruje się nie uprzedzeniami czy ambicjami osobistymi, lecz szczerą chęcią służenia sprawie publicznej.

STANY ZJEDNOCZONE UZNAJĄ OBYWATELSTWO POLSKIE

Wydział Narodowy Centralnego Polskiego Komitetu Ratunkowego w Ameryce przesłał prasie polskiej w Stanach Zjednoczonych, dnia 14 lutego, komunikat następujący:

Polski Komitet Narodowy w Paryżu otrzymał prawo wydawania poświadczeń tożsamości osoby, oraz stwierdzenia narodowości polskiej wszystkich rodaków naszych, w Stanach Zjednoczonych zamieszkających, a papierów obywatelskich nie posiadających.

W ostatnich dniach, sekretarz stanu, p. Robert Lansing, zawiadomił urzędowo p. I. J. Paderewskiego, że Polski Komitet Narodowy w Paryżu może natychmiast otworzyć dla powyższych celów « Główną Agencję » w Waszyngtonie, lub w Nowym Yorku. « Główna Agencja » rozpocznie niebawem swą działalność. Poczyniono już starania dla utworzenia oddziałów Agencji w miejscowościach, gdzie w znaczniejszej liczbie przebywają Polacy.

Wydawane świadectwa będą miały moc prawną i chronić będą Polaków, uważanych za poddanych państw zaborskich, od skutków prawa « enemy alien Act ». Ilość oddziałów Agencji, siedziby ich, oraz sposób urzędowania, jakoteż niezbędne formalności, podane będą do wiadomości publicznej, skoro tylko wszelkie prace przygotowawcze ukończone zostaną.

Zawiadamiając rodaków o tym doniosłym fakcie, Wydział Narodowy radzi zarazem, ażeby każdy, w interesie własnym, przy rejestracji obecnej oświadczał stanowczo i mocno, że jest Polakiem.

J. F. SMULSKI, prezes,
H. SETMAJER, sekretarz.

NOWINY Z ZIEMI POLSKICH

— Stronnictwa polityczne w Królestwie wobec sytuacji.

Wszystkie stronnictwa polityczne w Królestwie zajmują się żywo sprawą dalszego piastowania władzy zwierzchniej przez regentów. Stronnictwa aktywistyczne, należące do Konwentu Seniorów, Liga P. P., Blok Narodowy i Nar. Zw. Robotniczy (lewica) wypowiedziały się za poparciem w dalszym ciągu Rady Regencyjnej.

Międzypartyjne Koło Polityczne oświadczyło się również za pozostaniem Rady na stanowisku.

Wszystkie stronnictwa uchwały odpowiednie rezolucje w sprawie chełmskiej. Odbyły się dwa zebrania wspólne wszystkich stronnictw z wyjątkiem skrajnej lewicy. Na zebraniach tych doszło do porozumienia w sprawie wspólnej deklaracji, która będzie podpisana przez wszystkie stronnictwa, biorące udział w naradach; — atoli Klub Państwowowców (Studnicki, Makowiecki i Gruszeński) deklaracji nie podpisał.

Zaraz po zawarciu pokoju z Ukrainą stronnictwa polityczne przerwały czynności przygotowawcze do wyborów do Rady Stanu. Cały 2-gi okręg wyborczy (Zamość, Krasnostaw, Biłgoraj, Tomaszów i Hrubieszów), odcięty od Królestwa, nie mógłby być w Radzie Stanu reprezentowany. Rada Regencyjna poleciła przeto odroczenie wyborów do Rady Stanu.

— Wnioski posła hr. Skarbka.

Kurjer Pozn. z d. 27 lutego donosi:

Na jednym z ostatnich posiedzeń Koła Polskiego złożył poseł hr. Skarbek (nar.-dem.) następujące wnioski:

1) aby nawiązać oficjalne rokowania ze stronnictwami słowiańskimi co do ustalenia taktyki w Reichsracie;

2) aby wszyscy niezależni posłowie parlamentu złożyli order, tytuły i odznaczenia;

3) aby wysłuchać sprawozdania komisji śledczej o sprawie zająć lwowskich i poddać pod głosowanie wnioski w tej sprawie, przedłożony już przez hr. Skarbka, o usunięcie wojsk niemieckich ze Lwowa i wyrażenia oburzenia organom policji.

— Z Koła Polskiego w Wiedniu.

Widocznie z powodu posłuchania b. ministra Bobrzyńskiego u cesarza, *Polnische Nachrichten* upelnomocnione są — jak donosi *Dz. Pozn.* z d. 26 lutego — przez prezydium Koła Polskiego do ogłoszenia następującego oświadczenia:

« W sprawie wiadomości, jakoby parlamentarne Koło Polskie zgodziło się na komentowanie artykułu II układu brzeskiego, stwierdza prezydium Koła polskiego, że nie poleciło nikomu rokować w tej sprawie z rządem, albo z innymi czynnikami. Wszystkie rokowania w sprawie polskiej mogą być prowadzone tylko przez prezydium Koła Polskiego. Próby rokowań z trzecimi osobami dla Koła polskiego nie obowiązujące. »

— Zapomniany komunikat.

Nowa Reforma przypomina, iż rząd austriacki ogłosił w czerwcu 1916 r., w formie komunikatu z kwatery głównej, co następuje:

« Na podstawie rozporządzenia do armji z 5-go czerwca zostaje gubernatorstwo wojskowe lubelskie rozszerzone na powiaty: Chełm, Hrubieszów i Tomaszów, a tym samym połączone zostaje terytorjum dawnego gubernatorstwa chełmskiego z dalszemi przez wojsko austriacko-węgierskie obsadzonymi częściami Królestwa Polskiego w jednolity obszar administracyjny. »

«Przez zarządzenie to spełnione zostaje życzenie serdeczne narodu polskiego, który dokonane przez Rosjan oddzielenie gubernji chełmskiej od Polski uważał za uderzenie pięścią w twarz.»

Tak głoszą niespełna dwa lata temu. A dziś?

— **«Zbrodnia Narodowej-Demokracji!»**

Czytelnicy nasi zapewne nie przypuszczali nawet czyja jest wina, że Niemcy oddali Chełmszczyznę Ukrainie, i że nie dopuścili delegacji Rządu Polskiego do rokowań w Brześciu. A to zgadnąć tak łatwo! Leszczyński Kraj (z dnia 13 lutego) od razu znalazł prawdziwą przyczynę: **«Jest to wina Narodowej-Demokracji»** (!?). Nie będziemy przytaczali bynajmniej zacieklej wywodów Kraju, który jest szeroko znany na ziemiach polskich z powodu swych królewsko-pruskich sympatii, ale wymienić wypada środek, jaki Kraj proponuje dla naprawy gwałtu: **«Należałoby — pisze — czemprędzej ogłosić przyłączenie się Królestwa do Związku państw centralnych!»** To nie wymaga komentarzy.

— **Przyczyny aresztowania radnego Ciszewskiego.**

Przed niedawnym czasem doniosły pisma, że po manifestacji warszawskiej Rady Miejskiej przeciw oderwaniu Chełmszczyzny radny Ciszewski «wyjechał na zachód». Jak obecnie donosi *Kurjer Warszawski*, przewodniczący ostatniemu posiedzeniu Rady miejskiej, dr. Zawadzki, zakomunikował radnym, że po otrzymaniu wiadomości o aresztowaniu radnego Józefa Ciszewskiego, które nastąpiło w dniu 15 lutego, prezydent natychmiast przedsięwzięło zabieg o zwolnienie aresztowanego. Na ustną interpelację, prezydent otrzymało odpowiedź, iż r. Ciszewskiego władze niemieckie aresztowały z powodu oskarżenia go o działalność, zagrażającą bezpieczeństwu wojsk okupacyjnych i spokojowi w kraju, oraz za odczytanie w Radzie miejskiej rewolucyjną deklarację Polskiej Partii Socjalistycznej (lewicy) i «Bundu», w których ismieniu opowiada się za maksymalizmem rosyjskim, i że z tego powodu zwolniony być nie może. R. Ciszewskiego wysłano do Modlina.

— **Olbrzymi wytrysk nafty w Borysławiu.**

Z Borysławia donoszą dn. 17 lutego, że przed kilku dniami w pobliżu Potoka nastąpił silny wytrysk nafty, produkujący dziennie trzydzieści do czterdziestu wagonów ze studni wiertniczej, dowiezionej do głębokości 1.442 metrów. Ropa tryska fontanną ponad wieżę wiertniczą, ale cały strumień został ujęty i sprowadzony do zbiorników.

Zważywszy, że cena ropy wynosi obecnie około 8.500 kor. za wagon, produkcja wspomnianej studni przedstawia wartość 120.000 kor. dziennie.

Tak to olbrzymie bogactwa kraju płyną «nach Draussen» prawie bez pożytku dla kraju. Ropa będzie oczyszczona w obcych rafineriach, cały zysk zgarnie i wywiezie obce towarzystwo akcyjne, a dla kraju pozostaje chwała, że posiadał setki milionów w ziemi.

— **Kontrybucja na Warszawę.**

Gazety warszawskie publikują bez komentarza komunikat następujący:

«Na miasto Warszawę nałożono 250.000 marek grzywny, za wypadki w dniu 11 lutym 1918 r., które zaszyły z winy mieszkańców, oraz za udowodnioną krnąbrność.»

— **Ks. prałat Chełmiński ustępuje.**

Jak donosi *Dziennik Berliński* z d. 26 lutego, ks. prałat Chełmiński ustąpił ze stanowiska sekretarza generalnego gabinetu Rady Regencyjnej. Stanowisko to ma podobno objąć b. prezes ministrów, p. Jan Kucharzewski.

— **Zgon dra Juliusza Leo.**

Jak donosi *Kurjer Poznański* z dnia 26 lutego, w Krakowie zmarł dr. Leo.

S. p. dr. Juliusz Leo był od pewnego czasu ciężko chory. Zmarły był prezydentem miasta Krakowa, posłem do Parlamentu i na Sejm krajowy. Był również przez pewien czas prezesem Koła Polskiego w Wiedniu. Znany był ze swej lojalności dla Habsburgów, oraz przyczynił się do obniżenia poziomu życia politycznego w Galicji.

— **Zgon hr. Antoniego Wodzickiego.**

W Krakowie zmarł hr. Antoni Wodzicki. Zmarły należał do wiedeńskiej Izby Panów i był wybitnym członkiem stronnictwa konserwatywistów krakowskich. Nazwisko jego związane zostało ze smutną sprawą rydzynską.



SPRAWY ARMJI POLSKIEJ W ROSJI

Gen. Dowbór-Muśnicki, Rada Regencyjna
a Niemcy.

Korespondent krakowskiego *Ill. Kurjera Codziennego* donosi z Warszawy:

«Arcybiskup wileński, ks. Ropp, nadesłał do członka Rady Regencyjnej, ks. Kakowskiego, list, w którym zawiadamia go, że gen. Dowbór Muśnicki razem z Niemcami rozpoczyna z dniem ukończenia się rozejmu niemiecko-rosyjskiego kroki wojenne przeciw bolszewikom. Rada Regencyjna odbyła w tej sprawie osobne posiedzenie. Wiadomo, że Rada Regencyjna wydała odezwę do wojsk polskich, w której zaznacza swą rozkazodawczą władzę nad wszystkimi, gdziekolwiek się znajdującymi oddziałami polskiej siły zbrojnej. Sojusze te pozawierali tedy Niemcy poza plecami Rady Regencyjnej. Oni też ustanowili Polaka, oficera niemieckiego, majora Bukowieckiego, oficerem łącznikowym pomiędzy Niemcami a gen. Dowborem-Muśnickim. Taki jest istotny stan rzeczy. Sprawa ta jest równie niejasna, jak i owe wiadomości o polskich sukcesach w Rosji, jak i sprawa delegatów gen. Muśnickiego, którzy też bawili w Warszawie. Rada Regencyjna oczekuje obecnie oficjalnego wyjaśnienia od Niemców.»

Z drugiej strony *Kurjer Poznański* z dnia 2 marca czerpie z *Tagl. Rundschau* informację, pochodzącą widocznie z kół rządowych, a opiewającą, że «wojska polskie widzą, jak się zdaje, w nas (t. j. w Niemczech — przyp. red.) przywrócić ład i porządek i nie chcą ofensywnie brać udziału w wojnie, lecz są zdecydowane bronić się wszelkimi siłami przed bolszewikami».

Dwie te wiadomości są o tyle sprzeczne, że według pierwszej Dowbór-Muśnicki zawarłby rodzaj sojuszu z Niemcami, podczas gdy według drugiej zachowałby stanowisko quasi-neutralne.

Kurjer Warszawski dowiadyuje się, że skład delegacji Korpusu Polskiego gen. Dowbóra-Muśnickiego, która przybyła do Warszawy dnia 3 marca w celu porozumienia się z Radą Regencyjną, wchodzi następujący oficerowie: pułkownik Edward Malewicz, pułkownik Andrzej Tupalski, porucznik Arnold Szebeko i porucznik Władysław Raczkiewicz, prezes *Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego* w Rosji. O rezultacie narad delegatów z regentami nic nie wiadomo.

WE FRANCJI

Druga Misja Wojskowa Polska
w Ameryce.

Komitet Wykonawczy Wydziału Narodowego P. C. K. R. w Ameryce, komunikuje prasie, że w dniu 12 lutego, we wtorek, przyjechała do Stanów Zjednoczonych druga Misja Wojskowa Polska z Paryża, na czele której stoi major Józef Kozłowski, mający długą i zaszczytną karierę wojskową za sobą. W skład Misji wchodzi także porucznik Poniatowski, mile wspomniany przez wszystkich z czasów pierwszej swej niedawnej bytności w Stanach Zjednoczonych. Należą również do Misji: Kap. Henryk Wagner i podporucznik hr. Mieczysław Orłowski.

Misja ta ma charakter urzędowy i za taką też uznana została przez Rząd Stanów Zjednoczonych. Powitali Misję przedstawiciele Wydziału Narodowego, w osobach wiceprezesa p. K. Zychlińskiego i sekretarza H. Setmajera, oraz Polskiej Komisji Wojskowej w Ameryce.

NOWINY Z KOLONJI POLSKICH W ROSJI

• **Bolszewicy i Polska.**

Dzięki polityce bolszewików, ludy, które w zasadzie otrzymały od rewolucji prawo stanowienia o sobie, w praktyce dostały się pod but niemiecki. Mała pociecha, że razem z Rosją. W jednej ze swych mów w Smolnym, Bronstein-Trockij tak pocieszał Polaków (dosłownie):

«Jeżeli pod siłą niemieckiego kulaka Polska nie będzie mogła, jako cały naród swobodnie się określić, to im bardziej będzie dręczyć się (terziarsza) ciałą Polski, tym bardziej z nami będzie jej dusza.»

Ten mistyczny zwrot przypomina to, co mówił Fryderyk Wielki w chwili rozbioru Polski, że «przyjmuje ciałem Polski komunę», a wzruszenia p. Trockiego nad Polską zbyt zbliżka przypominają «Izy» Marii Teresy. Robotnik polski wolalby niewątpliwie spotkać u tow. Trockiego mniej liryzmu, a więcej gwarancji, że ciałem polskiego narodu nie będzie oddane pod tortury pruskiego kulaka, i namyśli się głęboko nad przyczynami, które uczyniły imperjalizm niemiecki wszechwładnym panem położenia we wschodniej Europie!

Bolszewicka prasa ofiarowuje jednak nie tylko współczucie — daje także i rady polskiemu proletariatu, jak ma ratować swoją ojczyznę. Wielkorosyjski robotnik może będzie musiał zawrzeć pokój z Niemcami, ale polski robotnik niech cierpi i walczy za cały świat, taka jest już misja Polaków!

Oto treść tych rozmowań, które oburzają nawet *Nową Żyźń* Gorkiego. Oto między innymi oświadcza *Prawda*, że «polski i lotewski proletariatus, te wyborowe oddziały międzynarodowej rewolucji, mające za sobą tyły rewolucyjnego proletariatu Rosji, nie będą dawały pokoju ostatełskiemu świńsiopasom i węglowym baronom Niemiec. Nieustające powstanie ludu, chroniczna partyzancka wojna przeciwko grabieżcom — oto co będzie się dokonywało w tych krajach». Bazarow w *Nowej Żyźni* woła z tego powodu: «A więc aktywna walka z zaborami niemieckich imperjalistów złożona zostaje na proletariatus samych zabranych krajów — a rosyjskiej rewolucji *Prawda* już wyznacza skromny kącik na tyłach».

Tak więc bolszewicy razem z rządowymi socjalistami niemieckimi pomagają absolutystom niemiecko-austriackim do ujarzmienia ludu polskiego, pocieszając go radą: «A teraz, spełniając za nas misję rewolucyjną, robotcie: «permanentne wozwanie»».

• **Dziwne stanowisko.**

Na znany protest, ogłoszony przez Radę Polską Zjednoczenia Międzypartyjnego w sprawie rokowań brzeskich, odezwano się *Echo Polskie* (№ 288) w sposób zdumiewający. Pismo to jest przeświadczone, że skoro rząd bolszewicki rozpoczął układy pokojowe, to nie pozostaje nam nic innego jak pogodzić się z tym, że zjednoczenia Ojczyzny nie osiągniemy i przygotowywać się do powrotu do kraju. Co do odezwy, to *Echo Polskie* zarzuca jej, że nie jest dostatecznie lojalną wobec rządu bolszewickiego, gdyż «nie uznaje pertraktacji pokojowych» przez rząd ten prowadzonych i «dostarcza bolszewikom argumentów pozorujących ich niedopuszczalną akcję przeciwko formacjom wojskowym polskim.»

Z tego powodu moskiewska *Gazeta Polska* pisze:

Jakkolwiek *Echo Polskie* zapewniało gorąco ostatnimi czasy, że postulat zjednoczenia uznaje szczerze i poważnie, nie dziwimy się jednak, że tak łatwo się go wyrzeka. Zaprotestować jednak musimy stanowczo przeciwko traktowaniu naszych spraw z punktu widzenia lojalności, czy nielojalności wobec tego, czy innego rządu rosyjskiego.

Londyńska grupa przyjaciół p. Lednickiego oskarżała niedawno przed posłem rosyjskim w Londynie grupę Dmowskiego o to, że nie liczy się z interesami Rosji, gdy na jej czele stał Kierenski. Obecnie grupa moskiewska tychże przyjaciół oskarża Komitet Wykonawczy R. P. Z. M. o nielojalność wobec rządu bolszewickiego. Zdawaćby się mogło, że grupy przyjaciół p. Lednickiego podobny sposób walki prowadzi systematycznie. Niech nam jednak wolno będzie powiedzieć, że droga, na którą weszli, niegodną jest Polaków i stanowczo porzucą być winna.

• **Pisma polskie w Rosji.**

Wskutek wypadków rosyjskich w wydawnictwach polskich na terenie państwa rosyjskiego zaszły pewne zmiany. — Wychozący w Piotrogradzie od 1 października roku 1916, pod redakcją Zygmunta Wasilewskiego, tygodnik polityczny

Sprawa Polska został zamknięty. Ostatni numer (50) ukazał się pod datą 6 stycznia (26 grudnia st. st.). Redaktorowie *Sprawy Polskiej*, pp. Z. Wasilewski i B. Wasutyński wyjechali do Kijowa, gdzie powstaje nowe pismo, jako organ Rady Polskiej Zjednoczenia Międzypartyjnego, p. t. *Przegląd Polski*. Powstaje też nowe pismo codzienne w Mińsku. Rada Polska będzie przeto rozporządzała czterema dziennikami. Będą to: *Dziennik Polski* w Piotrogradzie, *Gazeta Polska* w Moskwie, *Przegląd Polski* w Kijowie i *Placówka* w Mińsku.

«Demokraci» rozporządzają *Dziennikiem Narodowym* (dawny *Dziennik Petrogradzki*) i *Echem Polskim*, wychodzącym w Moskwie.

Nadmienić jeszcze trzeba *Dziennik Kijowski*, który jest półoficjalnym organem Stronnictwa Pracy Narodowej na Rusi oraz pietrogradzką *Trybunę*, organ Socjal. Demokracji Królestwa Polskiego i Litwy.

A oto wykaz pism wojskowych polskich, poświęconych zagadnieniom wojskowości lub przeznaczonych dla żołnierzy Polaków, pism, które wychodziły do niedawna w Rosji:

1) *Polskie Siły Zbrojne*, tygodnik, organ urzędowy Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego. Piotrogród, ulica Gogola № 8. Redaktor — chor. BISPING.

2) *Wiadomości Wojskowe*, tygodnik ilustrowany wojskowy. Mińsk, Preobrażenska, 30. Redaktor — podpor. HENRYK BAGIŃSKI.

3) *Rewolucyjna Armia Polska*, tygodnik. Piotrogród, ul. Kazańska, 42, hotel Wiktoria. Redaktor i wydawca: por. ADOLF SKOBEJKO.

4) *Biuletyn Zarządu Związków wojskowych Polaków Armji 2-ej*, wychodzi raz na tydzień. Redaktor — chor. CZ. WOLFF.

5) *Wiadomości Tygodniowe*, organ Związku wojskowych Polaków Armji 9-ej. Wychodzi w poniedziałek i czwartek. Redaktor — podpor. JAN KOWALEWSKI.

6) *Żołnierz Polski*, wychodzi raz na tydzień. Mińsk, Zacharzewska 43. Odpowiedzialny redaktor — HENRYK NOWODWORSKI.

Z ZA OCEANU

— Polacy w Brazylii.

Pod tytułem «Zwyciężyliśmy!» Polak w Brazylii z dnia 8 stycznia 1918 r. pisze:

Radosną nowiną możemy się podzielić z Czytelnikami Polaka. Sprawiedliwości stało się zadość i niesłuszny zakaz przyjmowania, jakoteż wydawania listów i gazet w języku polskim, został odwołany, a to dzięki niezmordowanemu zabiegom i staraniom *Polskiego Komitetu Centralnego w Brazylii*, który na samym wstępie swego istnienia i swojej działalności spotkał się z nieprzewidzianą przeszkodą, pracę jego niezmiernie utrudniającą. Wszakże z drugiej strony pomyślny skutek starań, poczynionych u Rządu Federalnego w Rio, dowodzi właśnie wielkiej przydatności, ba konieczności tego rodzaju przedstawicielstwa narodowego, gdyby bowiem nie nasz *Polski Komitet Centralny* nikt nie byłby upoważniony do wystąpienia w obronie pokrzywdzonej ludności polskiej, tak licznie zamieszkującej Brazylię, a szczególnie Paragę, i wskutek jakiegoś nieporozumienia czy przeoczenia byłibyśmy się znajdowali na jednej liście z Niemcami mimo bardzo przychylnego stanowiska, jakie Rząd wobec sprawy polskiej zajął.

Obecnie więc, po krótkiej przerwie odzyskaliśmy należne nam prawa pisywania listów w naszym własnym języku, czytania polskich gazet, słowem korzystania z przywilejów zagwarantowanych nam przez konstytucję. Spodziewamy się, że wiadomość ta odbije się radosnym echem po całej Brazylii, że Polacy poprą obecnie jak najenergiczniej wszystkie wystąpienia *Polskiego Komitetu Centralnego*, że nie znajdzie się ani jeden Polak, któryby zajął wobec Komitetu wrogie stanowisko byłby bowiem jawnym zdrajcą sprawy narodowej, zasługującym na najostrejszą naganą i napiętnowanie.

Polski Komitet Centralny w Brazylii, który trudną swoją pracę zaczął od odniesienia walnego zwycięstwa w sprawie, którą śmiało sprawą narodową nazwać można, podzielił pomiędzy siebie czynności w ten sposób, że vice-prezesem i skarbnikiem zarazem został obrany p. Tadeusz Danielewicz, sekretarzem — p. Wojciech Szukiewicz. Prezesem Komitetu został p. Kazimierz Warchałowski. Komitet, w przekonaniu, że zabiegi jego muszą odnieść pożądany skutek, odbywał stale swe posiedzenia, przygotowując wszystko, co jest niezbędnie potrzebne do rozpoczęcia działalności na szerszą skalę. Te prace przygotowawcze posunęły się już dosyć daleko, dając podstawę do systematycznej roboty mającej na celu zorganizowanie kolonii polskiej w Brazylii.

Pismo *Polak w Brazylii* uznane zostało jako oficjalny organ *Polskiego Komitetu Centralnego*. *Polak w Brazylii* od lat czterech wychodzi w Kurytybie (stan Parana). Redakcja mieści się przy placu Tiradentes № 52.

Wyszła z druku i jest do nabycia w Administracji POLONII:

KSIAŻECZKA DO NABOŻEŃSTWA

Opracował ks. JAN WIECKOWSKI, kapelan Armji Polskiej we Francji. — Nakładem *Polonii*; Drukiem M. Flinikowskiego.

Egzemplarz oprawny w czarne płótno — kosztuje 3 fr.; oprawny w imitację skórki — 3 fr. 50 cts.; oprawny w miękką skórę barania — 4 fr. 50 cts.; wreszcie egzemplarz wytworny, oprawny w piękną skórę jaszczurową (chagrin), ze złożonymi grzbietami, kosztuje: 6 fr. Na przesyłkę każdego egzemplarza należy dołączyć 30 cts.; można markami pocztowymi.

ODCINEK POLONII z DNIA 16 MARGA 1918 R.

O ZIEMIĘ POLSKĄ NA UKRAINIE

II

Prócz tego, *Polski Komitet Wykonawczy*, jako naczelną organizację polską na Rusi wystąpił tegoż dnia z własnym protestem, którego ustęp koncowy podajemy poniżej:

RODACY!

W chwili strasznej wiszącej nad nami groźby stracenia najważniejszej podstawy naszego narodowego bytu na Rusi, nie widzimy niestety tej siły i władzy, która nas przed gwałtem obronić mogła. Ale jest siła wyższa, siła moralna, która się musi przejawiać w wyniku dzisiejszej światowej wojny.

Do tej siły apelujemy i wierzymy, że musi nadeść czas, w którym przejściowe gwałty za takie uznane będą i sankcji prawa nie uzyskają.

W tej wierze *Polski Komitet Wykonawczy* na Rusi w ciężkiej chwili dzisiejszej wzywa ludność polską do niepoddawania się rozpacz. Powinniśmy tym mocniej, tym sprawniej zespolić nasze siły, celem wyczerpania wszelkich legalnych środków obrony, jakie nam jeszcze pozostają.

Da Bog — jeszcze nie zginiemy!

Zaprotestowali nawet przeciwko demagogicznemu «uniwersałowi» polscy członkowie Rządu ukraińskiego.

Na posiedzeniu Rady, na którym «uniwersał» № 3 uchwalono, p. Rudnicki, członek polskiej «demokracji», złożył deklarację, w której oświadczył, iż podaje się do dymisji albowiem «niszcząc dobro wielkiej liczby Polaków, wywłaszczając ich ziemię, skazując ich na nędzę jeszcze przed wyborami do rosyjskiej i ukraińskiej Konstytuancy, akt Rady stawia społeczeństwo polskie w niemożliwości obrony swoich interesów w ciałach ustawodawczych».

Z przykrością stwierdzić tu musimy, że przeciwko oświadczeniu p. Rudnickiego zaprotestował niejaki Lewiński, członek «lewicy» Polskiej Partji Socjalistycznej. Oświadczył on, iż zgadza się całkowicie na «uniwersał» i powiedział, że «byłby już czas skończyć z polską szlachtą i z jej posiadłościami».

Również p. Mieczysław Mickiewicz, który był przedstawicielem polskich «demokratów» w Sekretarjacie Generalnym, zgłosił natychmiast swoją dymisję listem, przesyłanym na ręce Winniczenki, prezesa. W liście swym zwraca p. Mickiewicz uwagę, że «konfiskata gruntów przy-

watnych na Ukrainie jest szkodliwą dla ukraińskiej państwowości, a przytem godzi w interesy polskiej, której obrona jest mu powierzona».

Dodać musimy, że pp. Rudnicki i Mickiewicz powołani zostali do ukraińskiego Sekretarjatu wbrew opinii polskich żywołów umiarkowanych i ziemiankich, zorganizowanych w Polskim Komitecie Wykonawczym na Rusi. Powołano ich wszakże na «przedstawicieli» mniejszości polskiej właśnie dla ich radykalnych przekonań. Społeczny radykalizm nie przeszkodził im jednak dostrzedz groźnego niebezpieczeństwa dla polskości, kryjącego się w agrarnych reformach prof. Hruszewskiego i romansopisarza Winniczenki.

Powyzsze stanowcze protesty polskie przeciwko «uniwersałowi» ukraińskiemu o konfiskacie większej własności ziemskiej na rzecz chłopów odniosły ten skutek, że Sekretarjat Generalny, na posiedzeniu w d. 26 listopada, uchwalił «komentarz» do «uniwersału», łagodzący nieco pierwotne swoje stanowisko. Komentarz ten, według doniesienia *Dziennika Kijowskiego* z dnia 28 listopada brzmi w streszczeniu jak następuje:

1) Skasowanie prawa własności ziemskiej do czasu zwołania Konstytuancy należy rozumieć, jako powstrzymanie rozporządzalności własnością ziemską, t. j. powstrzymanie sprzedaży, darowizny i zastawu.

2) Wywłaszczenie bez wykupu rozumiane jest w ten sposób, że włościanie otrzymują ziemię bez wykupu z ich strony, co się zaś tyczy odszkodowania właścicieli i spłaty długów, ciężających na majątkach ziemskich, to sprawy te będą rozstrzygnięte przez Konstytuante.

3) Wywłaszczeniu ma podlegać to, co posiada gospodarzo-rolne znaczenie, a więc wywłaszczeniu nie podlegają dwory, sady, ogrody, wille i zakłady przemysłowe.

Wobec tej częściowej zmiany stanowiska rządu ukraińskiego, vice-sekretarz generalny do spraw polskich, p. Mickiewicz, zawiadomił Winniczenkę, że, mając na względzie dalszą obronę praw ludności polskiej na Ukrainie, nie należało na przyjęcie dymisji swojej, odrzuconej poprzednio przez Sekretarjat.

Wymieniony powyżej «komentarz» natychmiast został rozpowszechniony w prasie Królestwa i Galicji przez *Polską Agencję Prasową* w Sztokholmie, znajdującą się jednocześnie pod wpływami warszawskich «aktywistów» i krakowskiego N. K. N., który rzekomo został rozwiązany, ale którego agendury dalej działają. Rozpowszechniono «komentarz» pod uspokajającym tytułem, że «Ukraińcy cofają proklamację

o grabieży majątków polskich». Jest to niezgodne z prawdą, albowiem — jak donosi kopenhaski korespondent *Kurjera Południowego*, p. J. K. — wspomniane w «komentarzu» komitety rolne, wybrane przez lud, pod których zarząd miała przejść własność ziemską, w rzeczywistości nie istnieją i niema też narazie widoków, żeby mogły wkrótce powstać. «Komitety» takie tworzą sobie dziś samopas chłopci ukraińscy i na swój sposób «obejmują» zarząd majątków polskich, niszcząc, paląc i rabując.

Cały «komentarz» był przeto niczym innym, jak sypaniem piasku w oczy, aby świat bałamuć, a jednocześnie zważyć odpowiedzialność z rządu ukraińskiego za haniebne gwałty i bezprawia, jakich dopuszcza się na własności polskiej rozbewstwiona tłuszcza chłopska na Ukrainie.

Istotny stan rzeczy najlepiej charakteryzują głosy prasy ukraińskiej, która z szyderstwem pisze o «wydarciu polskim panom ziemi ukraińskiej».

Jak się dalej ułożą stosunki na Ukrainie — niewiadomo, Centralna Rada ukraińska, która weszła w zatarg z pietrogradzką Radą Komisarzów Ludowych, została podobno w ostatnich dniach stycznia wywrócona, a jej miejsce zajął ukraiński «Sowiet». Ale już w kilka dni potem dzienniki doniosły, że wojska Rady pobili «bolszewików» i że Rada na nowo zaistniała się w Kijowie. Wszakże Winniczenko nie wrócił do rządów, u jego miejsce zajął Hołubowicz, były szef delegacji ukraińskiej w Brześciu-Litewskim, który utworzył nowy Sekretarjat Generalny (ministerjum). Wreszcie dnia 9 lutego Ukraińcy podpisali pokój z państwami centralnymi. Atoli rząd ukraiński, znów pod presją elementów bolszewickich, został zmuszony do opuszczenia Kijowa i zaistniał w Zytomierzu, miejsce nawskroś polskim.

Chełwości Ukraińców trzeba było Chełmszczyznę i Niemcy im ziemię tę oddali. «Republika ludu ukraińskiego» rozpoczyna więc swe niepodległe istnienie od gwałtu i niesprawiedliwości. Los polskiego stanu posiadania na Ukrainie przedstawia się tymczasem niewesoło i tylko pogorszyć się może.

Jak długo stan ten trwać będzie? Dowiadujemy się, że Polacy utworzyli w Kijowie Polskie Pogotowie Wojenne, że się skupiają. W obronie bytu narodowego zbrojne wystąpienie społeczeństwa polskiego na Rusi byłoby możliwe, ale dziś, z powodu obecności wojsk niemieckich w Kijowie, jest wykluczone.

(Koniec.)

KAZIMIERZ SMOGORZEWSKI.

KRONIKA

W Związku Narodowym Polskim.

Najbliższe zebranie towarzyskie Związku Narodowego Polskiego odbędzie się w niedzielę, d. 24 marca, o godz. 3-ej pp., w lokalu Związku (31, bd. des Italiens).

Na porządku dziennym znajduje się referat p. Antoniego Potockiego p. t. « *Obecna sytuacja polityczna w Polsce* ».

Po odczycie nastąpi dyskusja. Przypominamy, że każdy członek Z. N. P. może wprowadzać na zebrania towarzyskie Związku gości, którzy zawsze mile są widziani.

Sukces panny Wronskiej.

W środę, d. 6 marca, wystąpiła ponownie na scenie paryskiej Opery Komicznej uroczą tancerka polska, panna Wronska. Tym razem tańczyła główną rolę baletu *Elvira* specjalnie dla niej wystawionego. Wdzięk artystki, jej świetny taniec, swoboda i świeżość ruchów. doskonała mimika wreszcie, spowodowały zachwyt widzów, którzy nagrodzili rodaczkę naszą rzeszisty mi oklaskami.

Ze Stowarzyszenia Techników.

W niedzielę, d. 17 marca, o godz. 3-ej, pp. w lokalu Stowarzyszenia T. P. (10, rue Notre-Dame-de-Lorette), inżynier-chemik Leon Rappaport wygłosi referat na temat: « *Czy może się rozwinąć przemysł polski na Górnym Szlaku?* »

W niedzielę, d. 24 b. m., w tym-że lokalu i o tej-że godzinie architekt Antoni A. Szklarski wygłosi odczyt p. t.: « *Sztuka budowania nowoczesnych miast* ». Treść odczytu: Odbudowa zniszczonych dzielnic. Miasta współczesne pod względem estetycznym i zdrowotnym. Miasta — ogrody jako ideał najbliższej przyszłości. Przykłady.

Koncert « Młodej Polski ».

W przepelnionej sali (około 400 osób), odbył się w *Ecole des Hautes Etudes Sociales*, dnia 6 marca, koncert poświęcony « *Młodej Polsce* ». W krótkim, pełnym polotu przemówieniu scharakteryzował p. Z. L. Zaleski kierunek « *Młodej Polski* » w muzyce, nawiązując go do ogólnego podniesienia twórczości narodowej polskiej w końcu XIX-go wieku. Z niezwykłym temperamentem i umiarem artystycznym pp. Darska i Warlop odegrały « *Krakowiaka* » Szopena w transkrypcji L. M. Rogowskiego. Z niezmiernym poczuciem wartości muzycznych p. Darska odegrała szereg kompozycji Szymanowskiego, Szeluty, Rogowskiego i Różyckiego, kompozycji o różnorodnym zabarwieniu nastrojowym i wielce rozbieżnych dążnościach twórczych. P. L. Mirska czarowała, jak zwykle, słuchaczy pięknie odtwarzając szereg pieśni Karłowicza i bisując na żądanie publiczności. Piękna sonata Szymanowskiego (szkoda, że nie cała) znalazła wykonawczynię wysoce utalentowaną w p. Isnard, której towarzyszyła na fortepianie z wielkim zrozumieniem p. Zulińska. P. Isnard, na żądanie ogółu, z prawdziwie polską zamaszystością, odegrała « *Mazurka* » Zarzyckiego i « *Kujawiaka* » Wieniawskiego. Sympatyczny artysta czeski, p. Bożena Umioff odśpiewał po polsku preludia Opieńskiego, dramatycznego « *Łabędzia* » Szymanowskiego i pełne liryzmu pieśni Rogowskiego.

Obecni na koncercie fachowi krytycy francuscy wyrażali jednogłośnie szczerzy zachwyt nad współczesną twórczością muzyczną polską, tak mało dotąd znaną we Francji. Miejmy nadzieję, że powodzenie tego koncertu stanie się dobrym na przyszłość zadatkiem wdzięcznej pracy nad zaznajamianiem publiczności francuskiej z dorobkiem twórczym współczesnej Polski.

Dzień Polski u Goupil'a.

Dzień polski w Galerii Goupil'a, w artystycznym otoczeniu wyrobów Duncana, można nazwać prawdziwie udanym i to w całym ciągu urozmaiconego i wzorowo ułożonego programu. Wrażenie słuchaczy było tym żywsze, że nieprzypadną aura głosiła, że sala będzie pusta. Otóż, wbrew pesymistycznym przewidywaniom, sala była pełna, a nastrój panował ciepły i sympatyczny. Przedewszystkiem należy się słowo uznania pannie Helenie Krzyżanowskiej, kompozytorce i laureacie paryskiego konserwatorium, której « *Sonata* » i « *Kolysanka* » na skrzypce i fortepjan wywołały szczerze i długotrwałe oklaski. Wartość muzyczna owych utworów zyskała znakomicie na wykonaniu. Panna K. jest zarazem wirtuoską o grze nieporównanej czystości i szlachetności

stylu, grze znamionującej zdolności wyjątkowe i pracę wytrwałą. Nic więc dziwnego, że panna K. niejednokrotnie cieszyła się rozgłosnym powodzeniem na estradach stolic europejskich. — (K)

Na Domy Żołnierza Polskiego.

Dowiadujemy się, że dzięki staraniom p. Jana Derezińskiego, administratora *Polonii*, który przebywa obecnie w Nicei, we wtorek, dnia 19 marca, w teatrze w Monte-Carlo, dana będzie na korzyść: Domów żołnierza polskiego opera *Manon*.

Z Polskiej Ligi Nauczania.

Staraniem Polskiej Ligi Nauczania, dnia 9 marca odbył się odczyt p. Stanisława Posnera « *O wykształceniu obywatelskim* ».

Karty pocztowe.

Administracja *Polonii* otrzymała na skład niewielką ilość pięknych kart pocztowych, ręcznie malowanych w cenie 1 fr. 50 ct. za sztukę, a także pewną ilość kart z barwnymi reprodukcjami obrazów polskich malarzy w cenie 1 fr. sztuka.

WODA MINERALNA FRANCUSKA

VITTEL

GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZE
REUMATYZM — PODAGRĘ

Zbiór pieśni polskich narodowych i religijnych jest, do nabycia w *Polonii*.
Cena, 4 fr. ; z przesyłką, 4 fr. 40 cts.

H. KWADRANS

336, rue St-Honoré, Paris, 336.

Krawiec męski, były krojeży pierwszorzędnych domów paryskich, przyjmuje obstalunki na ubrania cywilne i wojskowe. — Ceny umiarkowane. 23-5-18

NICEA Dostatnio umeblowane pokoje z całodziennym utrzymaniem; parter, centralne ogrzewanie, kąpiel, ogród, strona południowa, dom polski, opieka w razie zyczenia. Ceny umiarkowane. Zgłaszać się do p. Adamowej Detloff, 47, rue de la Buffa, Nice.

RESTAURACJA POLSKA

11 bis, rue des Carmes,
na rogu 39, rue des Ecoles (około Sorbony).

Przyjmuje zamówienia na śniadania i obiady polskie w osobnym salonie. Wszelkie zamówienia w zakres sztuki kuchennej wchodzące wykonywuje na miejscu lub dostarcza do domów.

A. MACIEJEWSKI

były kuchmistrz pierwszorzędnych hotelów
w Warszawie i w Paryżu.

Codzienny i Niedzielnny

« **KURYER POLSKI** »

w Milwaukee, Wis., Ameryka.

Najstarszy i najpopularniejszy polski dziennik w Ameryce.

« *Codzienny* » kosztuje w Europie 20 fr. na rok. Niedzielnny « *Kuryer* » — 10 fr. na rok. Codzienny i Niedzielnny razem 25 fr. na rok.

Udziela czytelnikom w Europie wszelkich informacji o Polakach zamieszkałych w Ameryce, jak i o stosunkach amerykańskich.

Adresować: « *Kuryer Polski* », Box 68, Milwaukee, Wis., U. S. America.



**MAGAZYN
KUŚNIERSKI**

CHARLES
39, rue de Moscou, 39
Pierwszorządne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 17, Calle Caracas

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 43, rue d'Hauteville, — PARIS •

MARCELI BARASZ wydawnictwo kart
88, RUE DAMRÉMONT, pocztowych, bromo-
PARIS wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

**WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —**

(Właściciel: **Edm. DENIZOT**)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNIE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i opłatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^o. 2 fr. 50

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^o. 2 fr. 50

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom 5 fr. 00

Wysyłka pocztą za dopłatą 100/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « *Polonii* ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.